



Independent observer
of the Global Fund

Une ONG camerounaise publie la deuxième édition de son « Shadow Report »

Malgré la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée (MILD) à travers le Cameroun en mai 2016, 32 % des femmes enceintes ne dorment pas sous MILD. Dans la région de l'Extrême Nord du pays, où se trouve l'épicentre de la maladie, 77 % des femmes enceintes n'utilisent pas de MILD. Voilà quelques-uns des principaux résultats de la deuxième édition du « [Shadow Report](#) » (ou 'Rapport alternatif') publié en juillet 2016 par For Impacts on Social Health (FIS), un organisme de surveillance local au Cameroun.

FIS travaille depuis plus de deux décennies au Cameroun pour lutter contre les injustices en matière de santé et pour améliorer la santé des populations vulnérables. Depuis 2012, FIS a travaillé sur les questions d'efficacité de l'aide dans le secteur de la santé, en ciblant principalement le Fonds mondial. Durant cette période, FIS a mobilisé un réseau de plus de 80 organisations et médias communautaires – y compris la télévision, la radio et la presse écrite – pour surveiller l'efficacité et l'efficacités des subventions du Fonds mondial au Cameroun, qui représentent plus de 40% de l'aide totale dans le secteur de la santé. Ces agents de terrain sont appelés « chiens de garde de la communauté ». Ils travaillent sur une base volontaire mais FIS leur donne une petite allocation pour compenser les frais de transport et de communication (la plupart du temps pour réserver des rendez-vous avec le personnel de santé).

Le programme et les rapports qu'il produit sont appelés « Shadow report(s) ». Le rapport alternatif est une évaluation alternative des rapports officiels sur la façon dont les principaux bénéficiaires (PRs) réussissent. Le rapport alternatif est basé sur des enquêtes qui évaluent la disponibilité des services et le degré de satisfaction des communautés qui bénéficient des subventions du Fonds mondial. Les rapports alternatifs contribuent également à identifier les priorités pour améliorer l'accès aux services et à la

gestion des subventions, et ils proposent des recommandations spécifiques. Les conclusions et recommandations sont discutées avec le PR. Même s'il y a eu un écart de plus de six mois entre la première édition, publiée en novembre 2015, et cette deuxième édition, notre intention est que les rapports alternatifs soient publiés de manière trimestrielle. Cet écart a toutefois permis qu'une certaine formation ait lieu.

Pour cette deuxième édition du « Shadow report », l'accent a été mis sur la subvention Paludisme du Cameroun (CMR-MMoH). Six indicateurs clés de performance ont été suivis et environ 3.000 familles ont été interrogées.

La recherche a révélé des résultats encourageants: ainsi 88 % des ménages interrogés ont effectivement reçus des MILD (contre seulement 66 % dans une enquête de 2013) ; et 83% des ménages interrogés ont dormi sous MILD. Mais, comme indiqué plus haut, les résultats pour les femmes enceintes sont décevants.

Recommandations

Bien que l'ensemble de la population du Cameroun soit soumise au risque de contracter le paludisme, les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans sont identifiés comme étant les plus vulnérables. Les principales raisons de la sous-utilisation des services de santé par les femmes en âge de procréer dans les zones rurales et urbaines sont : (a) le manque d'autonomie dans la prise de décision ; (b) l'auto-médication ; et (c) la pratique de la consultation des guérisseurs traditionnels, qui découle de fausses croyances sur les soins prénataux.

À cette fin, trois principales recommandations ont été faites:

- Rendre la couverture de MILD plus équitable afin de cibler avec la même intensité les 10 régions du pays. (La partie nord du pays, où le rapport a montré des résultats médiocres, représente trois des dix régions).
- Abolir les inégalités de genre afin de tacler les obstacles empêchant les femmes d'accéder aux services.
- Renforcer la réponse communautaire pour améliorer le traitement à domicile du paludisme sans complication dans un contexte où l'éloignement des établissements de santé est un obstacle majeur à l'accès aux soins.

La première édition du « Shadow report » traitait des subventions relatives à la TB. Ses recommandations ont porté sur le renforcement de la stratégie de participation communautaire. Cette édition a connu une diffusion impressionnante dans les médias locaux. Suite à cette couverture, le Programme national de lutte contre la tuberculose a écrit une lettre de soutien en faveur d'une organisation locale qui avait fait une demande de subvention 'Halte à la tuberculose' afin de renforcer la réponse communautaire.

En janvier 2016, le Secrétaire permanent du Programme national de lutte contre la tuberculose, le Dr Jean Louis Abena, a déclaré à la télévision locale (Vision 4) : « Le travail de FIS contribue à renforcer le rôle de la société civile en faisant un suivi de la qualité des services fournis. Pour la tuberculose, nous sommes reconnaissants de l'intérêt manifesté et nous sommes engagés à relever le défi (faible réponse de la communauté) soulevé par le rapport. En fait, nous travaillons en étroite collaboration avec FIS, grâce à 'Halte à la tuberculose /Challenge Facility for Civil Society Grants', afin de renforcer la composante communautaire du Programme national de lutte contre la tuberculose » .

L'agent de plaidoyer de FIS, Mme Jessie Fernanda, a déclaré à l'OFM que « nous avons bénéficié du soutien du "Programme local de mentorat" de Aidspace. Aidspace a apporté un soutien aux organisations locales en Afrique afin de participer à la surveillance de la performance des subventions du Fonds mondial au niveau des pays

».

A notre connaissance, FIS est la seule organisation en Afrique produisant ce genre de rapports alternatifs.

Note de la Rédaction : Bertrand Kampoer, correspondant de l'OFM en Afrique occidentale et centrale, est également le Directeur général de FIS.

[Read More](#)
